Je me tourne maintenant vers les autres intervenants, et particulièrement vers ceux qui se disent abolitionnistes, et je les crois. Choix fondamental. Oui, mais, disent-ils, si les dispositions qu'ils souhaitent ne sont pas adoptées, ils ne pourront pas voter l'article en cause.

Franchement, ce raisonnement me surprend. D'un côté, un choix essentiel, exprimé avec conviction par des orateurs de talent, et qui engage la conscience de chacun. De l'autre, une hésitation sur un délai alors que, nous le savons parfaitement, la question fera l'objet d'une refonte d'ensemble, le garde des sceaux que je suis, je le répète, ayant pour premier objectif que les lois et, en particulier, les lois pénales votées par votre Parlement, soient des lois qui durent, qui résistent à l'épreuve du temps, qui soient le fruit de vos réflexions et du meilleur travail législatif possible. Pas de précipitation, pas de textes votés qui ne s'insèrent pas dans un ensemble. C'est sur ce point, et pas du tout en ce qui concerne une sécurité, qui est assurée, que nos positions divergent. Soyez assurés, je le dis avec fermeté, que s'il y avait le moindre risque de vide législatif, je serais le premier à me rallier à votre position et à formuler des propositions. Ce n'est pas le cas. Je viens de l'exprimer suffisamment. Je n'insiste pas. Maintenant, que chacun choisisse. Mais, de grâce, que l'on n'affirme pas que l'on décidera de l'essentiel en fonction de l'accessoire !

M. le président. La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. M. le garde des sceaux ayant mis en cause la position que nombre de mes collègues et moi-même avons exprimée, il constatera, lors du vote sur l'article 1^{er}, que, même si nous ne nous proclamons pas abolitionnistes, nous le sommes en réalité.

M. le garde des sceaux. Très bien !

M. Jacques Toubon. Si vous le permettez, monsieur le garde des sceaux, je souhaiterais, avant que nous procédions au vote, lever une ambiguïté concernant les amendements n^{os} 28 et 6, deuxième rectification.

L'amendement n^o 6, deuxième rectification, de M. Forni et de ses collègues, que vous avez accepté tout à l'heure, précise que dans la réforme du code pénal qui, selon votre calendrier, monsieur le garde des sceaux, devrait intervenir à l'automne de 1982 ou au début de 1983, sera déterminée l'adaptation des règles d'exécution des peines — en dehors, bien entendu, de l'échelle des peines qui est l'essence même du code pénal.

Vous nous dites que vous êtes d'accord sur cet amendement mais que, parallèlement, vous nous proposerez, au printemps de 1982, dans le cadre d'une autre loi, probablement celle qui modifiera les dispositions de procédure pénale de la loi « Sécurité et liberté », de nouvelles modalités d'exécution des peines.

Vous ne pouvez donc pas être d'accord avec cet amendement qui prévoit ces dispositions d'exécution des peines à l'automne de 1982 ou au début de 1983, alors que votre propre position consiste à les insérer dans une loi particulière qui sera discutée au printemps de 1982, d'autant que, ainsi que l'indique l'exposé des motifs de l'amendement de nos collègues socialistes, ils souhaitent non pas que ces dispositions sur l'exécution des peines fassent l'objet d'une loi particulière, mais qu'elles soient incluses dans une réforme du code pénal.

Je souhaiterais savoir si vous pouvez, dans ces conditions, accepter l'amendement de nos collègues socialistes. Ne devriez-vous pas plutôt vous en tenir purement et simplement à votre position et à vos propres engagements ?

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Raymond Forni, président de la commission, rapporteur. Puisque M. Toubon pose des questions précises, je me vois dans l'obligation de lui répondre.

D'abord, je rectifie une inexactitude. Monsieur Toubon, il est faux de dire que les socialistes ont, en quelque sorte, pris le train en marche. Selon vous, ce serait une proposition de quelques membres de l'opposition qui aurait « allumé l'étincelle » dans l'esprit des socialistes et entraîné le dépôt de cet amendement n^o 6, deuxième rectification.

Il n'en est rien. Nous avons bien entendu présente à l'esprit la nécessité, à partir du moment où nous abolissons la peine de mort, de réexaminer l'échelle des peines et leur exécution. Nous avons voulu simplement de manière à les rassurer, faire un pas dans la direction de ceux qui pouvaient avoir à ce moment-là certaines inquiétudes sur les intentions du Gouvernement et sur celles du groupe socialiste.

Nous avons donc rédigé notre amendement, différent du vôtre puisque le vôtre n'avait trait qu'à un des aspects de la question, celui de l'exécution des peines, et nous avons élargi votre demande à l'égard du Gouvernement en marquant notre volonté d'aller vers une réforme d'ensemble du code pénal dans laquelle serait inclus tout ce qui touche à l'échelle des peines et à leur exécution.

M. Jean de Préaumont. Nous l'avions également prévu, et avant vous.

M. Raymond Forni, président de la commission, rapporteur. Il faut que les choses soient claires, mes chers collègues : nous ne souhaitons pas une réforme par petits morceaux mais, comme l'avait souhaité la commission de réforme du code pénal, une réforme d'ensemble.

Si le Gouvernement souhaite aller plus vite, il lui appartient de diligenter les travaux qui permettront d'aboutir à la rédaction de nouveaux projets. C'est son affaire, pas la nôtre.

L'engagement que nous prenons aujourd'hui c'est que, s'il ne proposait aucun texte avant la fin de l'année 1982, le groupe socialiste déposerait sa propre proposition de loi.

Les choses sont parfaitement claires, monsieur Toubon. Si j'ai sollicité tout à l'heure votre ralliement à l'amendement n^o 6, deuxième rectification, c'est tout simplement parce que je souhaite, comme vous, que nous prenions date, et notre poids n'en sera que plus grand si vous vous ralliez à l'amendement que j'ai déposé.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Pour éviter tout malentendu, je précise encore une fois la position du Gouvernement.

Le calendrier apparaît clairement : au printemps, les règles concernant la procédure, c'est-à-dire la judiciarisation des décisions ; à l'automne, les règles de fond. M. Forni vient de rappeler sur ce dernier point la position de la commission : si le Gouvernement n'a pas été à même d'achever alors le projet de réforme du code pénal, en dépit de son zèle, de son assiduité et de ses efforts parce que, je le répète, c'est un travail considérable et que nous voulons soumettre au Parlement un texte qui aura fait l'objet d'une concertation et qui pourra être présenté dans des conditions utiles, la commission, à partir des travaux accomplis, présentera, en accord avec le Gouvernement, des propositions concernant l'échelle des peines criminelles et les périodes de sûreté.

Qui décide ? La question aura une réponse au mois de mai, je pense. Bien entendu, cela dépendra du calendrier : ne prenons pas d'engagement trop précis, disons : dans la période du printemps 1982.

En ce qui concerne les règles de fond, l'échelle des peines criminelles et le régime de la période de sûreté, que ce soit sur projet du Gouvernement ou sur vos propositions, le texte sera prêt pour l'automne 1982. Ainsi tout sera accompli au cours de cette année 1982.

Voilà précisés, autant qu'il est possible, le calendrier et le développement des travaux législatifs.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n^o 28.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je devrais maintenant mettre aux voix l'amendement n^o 6, deuxième rectification, qui tend, je le précise, à compléter l'article 1^{er}, à moins, monsieur le rapporteur, que vous ne préfériez le voir prendre place après cet article et devenir ainsi un article additionnel ?

M. Raymond Forni, président de la commission, rapporteur. En effet, monsieur le président, cette solution me paraît préférable.

M. le président. En conséquence, l'amendement n^o 6, deuxième rectification, est réservé jusqu'après l'article 1^{er}, dont je rappelle les termes :

« La peine de mort est abolie. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

Je suis saisi par le groupe du rassemblement pour la République et par le Gouvernement d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans le Palais.

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au scrutin.)